

[Text]

only three or four things that they came up with that have been implemented. The Territorial Council is almost the same; motions passed in 1968 still have not been acted on, or only very recently. Most of the things that our Committee is advocating have been brought up by Council members in Territorial Council, especially Councillor David Searee. They have been after most of the same things that we are, as far as I can see from reading through the Council minutes, and it seems that they have been ignored. I do not see any use getting a totally elected Council, if they are not going to act on anything that they have done, or very little.

Another thing is this Game Department in town here. We have game officers that are really competent and that would be in a position to make a study of the fur conditions in an area and decide whether or not welfare was justified in that area. Instead of that we have five guys over them in a building that are telling them what to do and these people got their trapline education in a university. And it goes on and on, right down the line.

We have another trapper out at Dūbawnt Lake—this I cannot confirm; it was only told me verbally—who had put 100 wolves in cold storage last year because, if he would have sold them, they would have gone on income tax. These wolves were worth \$140 to \$160 each. And we have a settlement not too far from there and the people there used to trap, but they are almost totally on welfare.

The recent April welfare report of the Territories said that at Fort Rae they had no interest in trapping and that they were not interested in going out for rats and beavers, so the welfare was increased. The Snowdrift welfare report said they are managing to give away more welfare there because the people are better known now. So all in all we are pretty fed up with it and we think some drastic changes should be made. Thank you.

[Interpretation]

temps, j'ai entendu un bulletin de nouvelles à Radio-Canada au sujet de ce projet Rae-Edzo. On disait qu'il n'y avait pas tellement d'Indigènes qui travaillaient là-bas. J'ai oublié le chiffre exact; je ne sais plus s'il s'agissait de 5 ou de 5 p. 100; mais on disait que cela constituait un début. Si l'on avait vérifié les dossiers des compagnies de construction, dossiers vieux de 15 ou 20 ans, on se serait aperçu que le chiffre avait diminué d'environ 50 p 100 par rapport à ce qu'ils étaient avant la création du bien-être social. Nous aimerions que toutes les personnes recevant des allocations de bien-être soient éliminées des débits de boisson et des divers cafés. La situation est devenue si ridicule dans cette région qu'il faut absolument prendre des mesures draconiennes.

Le gouvernement ne respecte pas les traités conclus; on s'attend à ce que les Indiens respectent néanmoins la partie qui les concerne; mais on insiste, en exagérant même à 100 p. 100 sur l'autre aspect de la situation: vos moyens éducatifs, vos hôpitaux, etc. Ces gens-là parlent de leur terre; ils disent qu'ils l'ont abandonnée. Le grand-père d'un des membres de notre comité de Hay River avait revendu sa propriété; elle fait maintenant partie de Prince-Albert. A notre avis, cet individu-là pourrait fort bien se présenter à Prince-Albert et dire: «Mon grand-père vous a vendu sa terre trop bon marché; je réclame la différence maintenant.»

La Fraternité indienne représente seulement 5 p. 100 des Indiens de ce pays et pourtant c'est elle qui bénéficie de toute la publicité. C'est tout simplement une forme de chantage; cela se voit partout au Canada. On dit que si les Indiens ne bénéficient pas d'un marché plus avantageux, il pourrait y avoir de la violence, il pourrait y avoir du sang; alors on répond: très bien, voici encore \$50,000; prenez-les et rester tranquilles.

On a également payé très cher pour l'établissement de la Commission Carrothers chargée de rédiger une étude sur les Territoires; on en a presque complètement ignoré les résultats. A ma connaissance, on a seulement mis en vigueur trois ou quatre de ses recommandations. Le Conseil territorial en est toujours au même point; les motions votées en 1968 n'ont pas encore été mises en vigueur, ou alors elles l'ont été tout récemment. La plupart des recommandations de votre Comité ont déjà été faites par certains membres du Conseil territorial, tout particulièrement par le conseiller David Searle. D'après ce que j'ai pu lire dans les comptes rendus du Conseil, ces conseillers ont réclamé à peu près les mêmes choses que nous réclamons actuellement; or, il semble que l'ont ait complètement ignoré ces recommandations. Je ne vois pas l'utilité d'un Conseil qui serait entièrement élu, si ce Conseil ne doit avoir aucun pouvoir, ou alors très peu de pouvoir, contre décision qu'il aura prise.

Je veux également parler de ce ministère de Gibier installé dans notre ville. Certains des agents de ce Ministère sont réellement compétents et seraient capables de réaliser une étude sur la situation du marché des fourrures dans la région; ils seraient capables de décider si oui ou non les allocations de bien-être sont nécessaires dans cette région. Mais, ce n'est pas ce qui a lieu; ces agents sont placés sous les ordres de cinq bonhommes qui leur dictent leur conduite; or, ces supérieurs-là ont acquis leurs connaissances à l'université. Et tout continue de la même façon, indéfiniment.

Je connais le cas d'un autre trappeur de la région du lac Dubawnt; je n'affirme rien en ce qui le concerne: on m'a raconté cette histoire. Cet homme a dû mettre 100 peaux